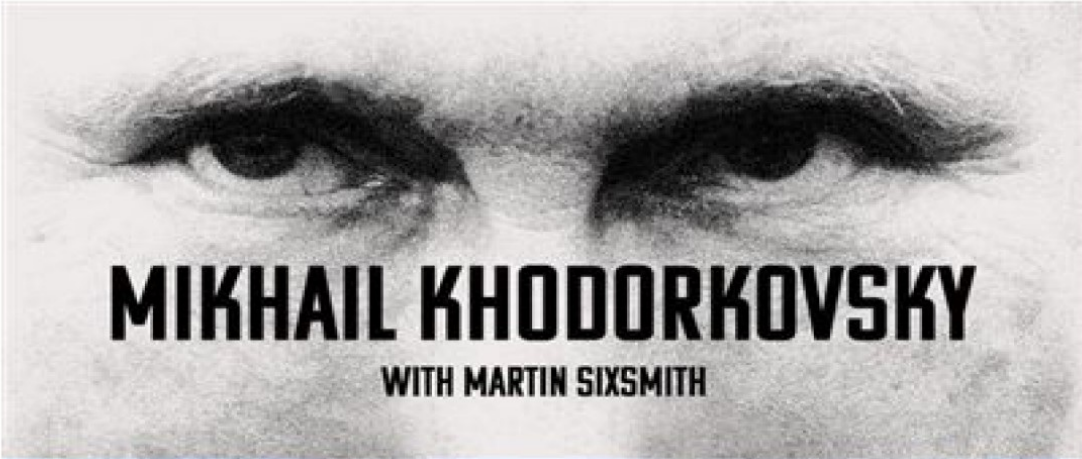
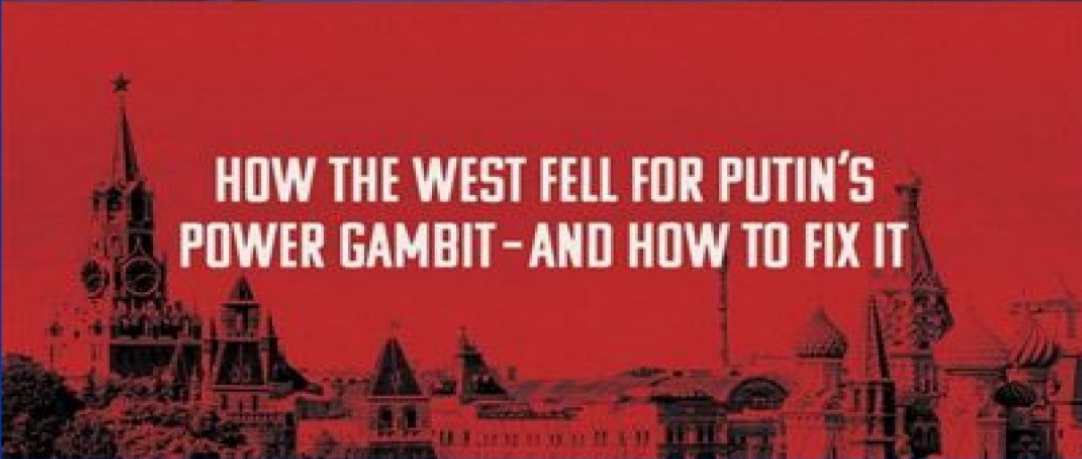




MIKHAIL KHODORKOVSKY

WITH MARTIN SIXSMITH

THE
RUSSIA CONUNDRUM



HOW THE WEST FELL FOR PUTIN'S
POWER GAMBIT - AND HOW TO FIX IT

L'ÉNIGME DE LA RUSSIE

Fiche de lecture

Chantal Bourry

Chantal Bourry

The Russia Conundrum
(L'Énigme de la
Russie)
de Mikhaïl Khodorkovsky
– Fiche de lecture –

© Chantal Bourry, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-2033-7

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Vladimir Poutine arrive au pouvoir fin 1999. Dans son premier discours public, il déclare qu'il va continuer une politique d'ouverture vers l'Occident. Il promet de défendre la liberté d'opinion, la liberté d'expression, l'indépendance des médias, il promet des élections libres et justes, le droit à la propriété privée. Il affirme que la Russie a opté irrévocablement pour la démocratie et qu'il continuerait dans cette voie... Il ne faut jamais faire confiance à Poutine.

POUVOIR ARBITRAIRE, DICTATURE PERSONNELLE, SÉVÈRE RÉPRESSION

Le chef du Kremlin est un fervent admirateur de Staline. Restaurer la mémoire de Staline, c'est défendre un pouvoir fort. Et défendre un pouvoir fort, c'est, selon Poutine, préserver la nation russe du chaos. Poutine soutient les dictatures : Bachar Al-Assad en Syrie, Loukachenko en Biélorussie, Staline.

Staline, né en 1878 en Géorgie, est mort en 1953 à Moscou. *Staline* est un pseudonyme, formé sur le mot russe сталь (stal), qui signifie *acier*.

Il dirigea l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) de la fin des années 1920 jusqu'à sa mort, en établissant un régime de dictature personnelle, de type totalitaire : un chef, un seul parti politique légal, le parti communiste. Propagande, falsification du passé, procès truqués, liquidations de tout dissident, caractérisent son régime. Il nationalisa les terres, fit envoyer aux camps de travail du Goulag des millions de personnes. Régime de terreur avec des déplacements massifs de populations, des déportations, des famines meurtrières. Les historiens le jugent responsable de la mort de plusieurs millions de personnes (3 à 20 millions).

L'URSS fut alliée de l'Allemagne nazie pendant les deux premières années de la Seconde Guerre mondiale, avant l'invasion allemande de juin 1941, précipitant l'Union soviétique dans la guerre aux côtés des Alliés.

Ce n'est qu'à l'époque de la glasnost (politique de transparence de la vie publique) mise en place par Mikhaïl Gorbatchev (président de la Russie de 1985 à 1991) que les crimes de Staline ont été dénoncés dans toute leur ampleur.

Les purges de Staline étaient nécessaires d'après Poutine. Le chef du Kremlin est catégorique : les Russes doivent être fiers de leur passé, rien dans leur histoire ne doit leur faire honte.

Sous la présidence de Poutine, il y a bien encore un parlement, des élections, mais tout est sous contrôle de l'État : le judiciaire, le législatif, les partis politiques, les mass médias... de fait, il n'y a aucune démocratie, c'est une dictature. L'État, c'est Poutine, qui s'octroie les pleins pouvoirs. La population est maintenue sous un contrôle omniprésent. Surveillance de masse, exercée au-delà même des frontières du pays, persécution des dissidents.

Il n'y a pas de séparation de pouvoirs. Le parlement est dirigé par un seul parti, le parti Russie Unie de Poutine. Les décisions de justice sont rendues conformément aux desideratas de l'État. Intimidations, chantages et versements de pots-de-vin sont usuels.

Les élections sont truquées, les candidats d'une vraie opposition empêchés de

se présenter. Toute activité politique indépendante est réprimée.

Un article de loi sanctionne toute personne qui coopère avec un organisme « indésirable », lequel peut être un parti politique indépendant, un cercle de réflexion, un institut. Le Kremlin décide qui est désirable et qui ne l'est pas.

Pour la seule expression de ses opinions, le citoyen russe dissident peut être arbitrairement qualifié d' « agent de l'étranger », ce qui entraîne pour lui l'interdiction d'exercer de nombreuses professions. S'il est décrété « membre d'une organisation indésirable », il risque la prison. Pire, il peut être qualifié d' « extrémiste », ce qui allonge les durées d'emprisonnement.

En 2020, Poutine a modifié la Constitution afin de pouvoir exercer deux mandats supplémentaires suite aux élections présidentielles de 2024, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'à ses 83 ans. Un mandat dure 6 ans, les dernières élections présidentielles ont eu lieu en 2018.

Poutine veut séduire et s'afficher en homme fort. Il veut être vénéré comme le fut Staline, qui se faisait appeler « le petit père des peuples ». Il cherche à susciter le culte de la personnalité. Il ordonne l'affichage de son portrait dans les écoles et les établissements publics. Il s'exhibe en uniforme militaire, en pilote d'avion, dans un tank ; administrant un calmant à un tigre de Sibérie, conduisant une Formule 1, tirant sur une baleine avec une arbalète.

En 2013, il ordonne qu'aucune critique contre lui ne figure dans les livres scolaires d'histoire. Il veut être le Président qui restaure la grandeur de la Russie.

Via ses relations avec les pays étrangers, il cherche souvent avant tout à valoriser son image au sein de son propre pays.

Poutine est un « tueur », et le Kremlin une « bande de criminels ». Une loi de 2006 donne le droit aux forces de sécurité russes de tuer les *ennemis de l'État* tant en Russie qu'à l'étranger. La qualification *ennemi de l'État* est laissée au bon vouloir de Poutine. Dès lors, les commandos du FSB (Service fédéral de sécurité, qui a succédé au KGB) n'ont plus besoin d'obtenir la permission pour tuer ; en s'appuyant sur cette loi, ils peuvent tuer en toute impunité.

Sous la présidence de Poutine, il y a une augmentation dramatique du nombre d'empoisonnements politiques. Quelques victimes célèbres : Viktor Iouchtchenko (poison dioxine), Sergueï Skripal (poison Novichok, gaz innervant), Alexandre Litvinenko (poison polonium), Alexeï Navalny (poison

Novichok).

Plusieurs laboratoires du SVR (Service des renseignements extérieurs de la Russie) sont chargés d'étudier et de créer des armes toxiques et biologiques pour des opérations clandestines en Occident (cf. Alexander Kouzminov, *Biological Espionage : Special Operations of the Soviet and Russian Foreign Intelligence Services in the West*, Greenhill Books, 2006)

Puissante organisation siégeant à Moscou, le FSB est le principal successeur du KGB, dissous en 1991. Il commande un contingent de troupes armées et un important réseau d'informateurs civils. Dans la plupart des grandes villes de Russie, le FSB a eu un rôle de médiateur entre les gangs (rackets, prostitution, trafics de drogue, etc.). Dans les années 1990, à Saint-Pétersbourg (plus de 4 millions d'habitants), les gangs criminels ont un tel pouvoir que les autorités, n'arrivant plus à contrôler leurs activités, doivent composer avec eux. Le maire de la ville charge son adjoint Poutine de passer des tractations avec les chefs de gangs afin de modérer les actes de violence et garder un semblant d'ordre.

Boris Eltsine a beaucoup restreint le budget du FSB, ainsi que ses effectifs. Nombre d'ex agents du FSB ont été recrutés par des gangs criminels.

A contrario, Poutine a considérablement augmenté le budget du FSB et ses effectifs. Les responsabilités du FSB ont été élargies. Poutine a placé à divers hauts postes politiques et aux affaires de très nombreux collègues du FSB et de l'ex-KGB. Le FSB a aujourd'hui plus de pouvoir que n'en avait le KGB à son apogée, et les services de sécurité russes reviennent très chers. Le budget du FSB a augmenté de 70 % depuis 2012.

Parmi la bande de criminels entourant Poutine, figure Prigojine, un important « conseiller de confiance ». Né en 1961 à Léninegrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), il passe neuf années de prison dans les années 1980 pour escroquerie, cambriolage, incitation de mineurs à la prostitution. Après sa libération, il fait fortune dans la restauration. Sa société Concord, au CA de plusieurs milliards de dollars, livre des repas aux écoles, à l'armée, aux hôpitaux... et même au Kremlin. Il entre ainsi en contact avec Poutine, alors vice-président du gouvernement de la ville de Saint-Pétersbourg. Quelques accès de dysenterie, causés par de la nourriture contaminée, n'entraînent pas de rupture de contrat.

Les deux compères se connaissent maintenant depuis plus de 25 ans.